



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
27 octobre au 01 novembre 2018**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 **Culture**.....3

Conférence des peuples de l’Océan indien : «peuples de l’Océan indien, réappropriez-vous l’initiative politique»

II Centres d’intérêts

1.2 **Surveillance maritime**5

Formation à la garde-côte comorienne/Renforcement de capacité assurée en matière de sécurité maritime

1.3 **Information**.....7

Liberté de presse : les Comores confortent leur rang de leader dans l’Océan Indien

1.4 **Pêche**.....8

Des scientifiques se réunissent aux Seychelles pour discuter de la surpêche du thon dans l’Océan Indien

1.5 **Economie bleue**.....10

Les Seychelles lancent une obligation de 15 millions de dollars pour soutenir des projets d’économie bleue

1.6 **Conférence régionale sur l’ exploitation de l’Océan Indien**.....12

[Vidéo] La résistance s’organise contre l’exploitation de l’océan Indien

Conférence des peuples de l'Océan indien : «peuples de l'Océan indien, réappropriiez-vous l'initiative politique»

By Jean-Laurent Moothooveeren



Koste Pep Losean Indien. Tel sera le thème de la première conférence des peuples de l'Océan Indien, organisée par le Centre for Alternative Research and Studies (CARES), qui se tiendra le mardi 30 et mercredi 31 octobre. Des mouvements politiques progressistes de gauche, des mouvements sociaux et écologiques, des artistes, des syndicalistes, des étudiants et des regroupements des gens de la mer en seront les représentants mauriciens.

À travers cet événement, CARES souhaite contribuer à la création d'un espace de conversation entre mouvements/activistes de la région pour une cohérence et compréhension commune, face aux enjeux majeurs qui nous animent. Stefan Gua, activiste politique et membre de CARES nous en parle....

Quelle est la nécessité d'organiser une conférence des peuples de l'océan Indien ?

Plusieurs impératifs et défis guettent aujourd'hui les peuples des États insulaires. Les îles de l'océan Indien ne sont pas en reste. Le plus grand défi est sans nul doute la crise écologique globale. Outre, la montée du niveau de la mer, les défis que doivent affronter les peuples des États insulaires sont énormes.

Il faut assurer la souveraineté alimentaire face aux enjeux climatiques et la gestion des espèces invasives qui en découlent ; la résilience face aux changements des conditions climatiques, tels que les crues subites. Les exemples sont multiples, mais le plus grave c'est que, face à cette situation, il n'existe pas d'espace commun pour les peuples concernés pour en discuter. Les conséquences de la dégradation du littoral et du lagon affectent les pêcheurs de Maurice, comme ceux de Madagascar ou des Comores. Or, existe-t-il un espace commun pour en débattre ?

La Fédération des Pêcheurs Artisans de l'Océan Indien, la Commission de l'Océan Indien pour n'en citer que ceux-là ?

Certes, il existe des structures spécifiques, la Commission de l'Océan Indien (COI), nous y reviendrons... Mais ce que je veux dire, c'est qu'il faut une convergence des luttes, une demande unifiée par rapport aux multiples défis auxquels nos peuples doivent faire face. Les regroupements thématiques sont importants, mais une approche multisectorielle, articulée autour des demandes et aspirations communes, est primordiale. Pour revenir à la COI, elle aurait dû être cet espace de convergence. Malheureusement, elle s'est muée en agent facilitateur pour l'Union européenne qui garde toujours une attitude coloniale sur la région. Ajouter à cela, la plupart de nos États se rendent complices de cet état de choses et facilitent, entre autres, le pillage de notre patrimoine naturel et l'exploitation de notre main-d'oeuvre.

tes-vous en train de dire que cette conférence des peuples de l'océan Indien vise à redéfinir la politique régionale ?

Il faut être honnête et reconnaître que la politique régionale échappe aux peuples de l'océan Indien. Les accords et discussions des dirigeants de la COI se déroulent quasi à huis clos. Entre-temps, nous constatons que : la disparité entre riches et pauvres se creuse; l'accaparement de nos mers et de nos littoraux s'étend dans la région, ainsi que la convoitise de nos territoires, et enfin une perte de souveraineté des peuples qui en découle. Oui, la conférence des peuples de l'océan Indien, dont CARES a pris l'initiative d'organiser, est un espace de discussion pour permettre la réappropriation de l'initiative politique aux peuples et mouvements de l'océan Indien.

Pour en revenir à cette conférence, qui en seront les participants?

Les participants viennent de toutes les îles de l'océan Indien : Madagascar, La Réunion, Les Comores, Les Seychelles, Rodrigues, Les Chagos, Agalega et Maurice. D'autres participants viendront de la région côtière africaine, d'Afrique du Sud et du Mozambique. Pour la plupart, ce sont des activistes de divers mouvements de transformation sociale, des mouvements des droits humains à l'instar de DIS-MOI qui aura des participants de Maurice, de Madagascar et des Comores. Nous aurons aussi des activistes des mouvements environnementaux, des gens de la mer... Ce sera une participation hétéroclite avec en commun l'océan Indien.

Parlez-nous un peu plus du programme de cette conférence...

La conférence s'étalera sur deux jours, le mardi 30 et mercredi 31 octobre. Le premier jour sera ouvert au public et se tiendra à la Maritime Academy de Pointe-aux-Sables, de 9 h 30 à 15 heures. Vincent Florens et Vassen Kauppymuthoo apporteront un éclairage scientifique sur l'état des nos océans et de notre biodiversité, car il faut resituer cette conférence dans le temps présent. Toute discussion sur le devenir de la région doit absolument se faire en fonction de l'impératif écologique. Ensuite, les participants des divers pays feront un état des lieux de leur situation respective. L'objectif du premier jour sera de faire la cartographie de la région du point de vue des mouvements. Le deuxième jour ne sera pas public. Il se tiendra à Riambel et sera une conversation approfondie avec les délégués régionaux.

Quid de la participation mauricienne ?

Maurice sera représenté par un regroupement de mouvements en lien avec l'océan, Lavwa Losean Indien. C'est le même regroupement qui s'est montré très critique des accords de pêche que signent les dirigeants mauriciens sans consultation avec le peuple. Déjà, ce regroupement est composé de représentants de plusieurs sphères : des pêcheurs, plaisanciers, étudiants, écologistes, artistes, activistes politiques et citoyens engagés. En sus de cela, il y aura des représentants syndicaux, des représentants des petits planteurs.

Qu'attend le Center For Alternative Research and Studies de cette manifestation ?

Déjà que ce rendez-vous soit un événement ponctuel pour permettre un espace de discussion dans le temps, afin que l'initiative politique revienne aux peuples de l'océan-indien pour développer une contre-vision à la vision néolibérale de nos décideurs respectifs. Que la voix des peuples de l'océan Indien soit articulée et se fasse entendre à l'unisson lors des forums mondiaux comme la Conference of Parties. Pour cela, un espace de discussion préalable est nécessaire. Que la solidarité, l'entre-aide, la coopération, la fraternité soient les bases d'un nouvel échange qui caractérise la région indo-océanique.

29 octobre 2018

<http://la gazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/formation-%C3%A0-la-garde-c%C3%B4tes-comorienne/-renforcement-de->

Formation à la Garde-Côtes comorienne / Renforcement de capacité assurée en matière de sécurité maritime

🕒 29/10/2018



BM Gondé



Le vendredi 26 octobre dernier, l'unité de garde-côtes comorienne a organisé la cérémonie de clôture de la formation à la constatation des infractions maritimes aux Comores. De hautes personnalités militaires, judiciaires et politiques ont pris part à la cérémonie. Ce stage de 5 jours, pour le renforcement des capacités en matière de police judiciaire dans le domaine maritime, a été dirigé par deux instructeurs français.

Un corps de Garde-Côtes est une organisation nationale, responsable de l'action de l'État en mer. Il est chargé des missions de police maritime et de la sécurité civile. La formation à la constatation des infractions maritimes aux Comores, tenue dans le Quartier général de Garde-Côtes comorienne à Moroni du 22 au 26 octobre dernier, rentre dans le cadre de la coopération militaire entre la France et les Comores. Deux instructeurs de la Gendarmerie maritime française avait assuré l'encadrement pédagogique. L'adjudant Nicolas Henry et le gendarme Julien Camus ont su, tout le long du stage, transmettre leur savoir-faire et faire bénéficier de leur expérience aux 24 stagiaires, exclusivement masculins. (La Garde-Côtes comorienne serait-elle allergique à la politique du genre?)

Le cercle était ouvert à d'autres services : gendarmerie nationale, police maritime ou encore service de la pêche. « L'objectif de cette session est de former des personnels aptes à assurer l'exécution des missions de police judiciaires et de police administrative en mer, conformément à la réglementation nationale et aux conventions internationales ratifiées par l'Union des Comores », a confié Hamza, Commandant en Chef de la Garde-Côtes Comorienne.

L'adjudant Nicolas a exprimé sa satisfaction par rapport au déroulement du stage : « La formation a été ouverte à un large public. Nous avons travaillé dans des conditions optimales. Le matériel didactique mis à notre disposition et la soif d'apprendre dont ont fait preuve les stagiaires ont contribué à la réussite et à l'efficacité de la formation ». Les 5 jours de formation permettront à la garde-côtes d'être plus efficace dans ses interventions pour surveiller nos côtes, protéger des barques en péril et sauver des vies humaines.

Le Lieutenant Youssouf Ibrahim, stagiaire, partage cette vision : « Les formateurs ont adopté une pédagogie participative ce qui nous a permis d'améliorer nos connaissances. Nous sommes maintenant en mesure de réprimer les infractions commises en mer ». Après la clôture officielle de cette formation à la constatation des infractions maritimes aux Comores, clôture procédée par le Procureur Général, Soilihi Djaé, des certificats de réussite ont été remis aux stagiaires. Sans hélicoptère ou drones pour une surveillance aérienne supplémentaire, notre flotte militaire pour la préservation des côtes, aussi sophistiquée qu'elle soit, est-elle en mesure de faire face à l'armada des flibustiers, ou autres pirates de mer qui sévissent dans la Corne de l'Afrique, juste au nord de l'Archipel ?

Bm Gondet

Liberté de la presse Les Comores confortent leur rang de leader dans l'Océan indien

Les Comores confortent leur position de leader des pays respectant la liberté de la presse dans la région de l'Océan indien selon le rapport de l'année 2018 de Reporter sans frontières (Rsf). Bien que le pays perde 5 points par rapport au classement général de l'année dernière, le dynamisme global confirme une marge de progression de +0,97, selon les conclusions de Rsf.

Classé en 49^{ème} position sur 180, les Comores devancent de loin des pays de la région indoocéanique comme Madagascar 54^{ème}, l'île Maurice 56^{ème} ou les Seychelles placées au rang de 85^{ème} dans le classement mondial.

Dans le continent, les Comores font aussi figures de bon élève, en se pointant à la 7^{ème} place, derrière le trio de tête – le Ghana (23^{ème}) – la Namibie (26^{ème}) – l'Afrique du Sud (28^{ème}) qui eux même dépassent des pays comme la France et l'Espagne.

Par cette position, les Comores maintiennent leur position honorable dans le continent et au niveau mondial, devant des pays comme le Sénégal classé 8^{ème}, 50^{ème} au niveau mondial, le Rwanda occupant la 156^{ème} place dans le classement général ou nos voisins tanzaniens détenant la 93^{ème} position.

Si pour les cas du pays, le rapport soulève l'« autocensure » chez les

journalistes, elle serait d'après le même document due aux « lourdes peines punissant la diffamation ». Une sorte d'épée de Damoclès qui plane au-dessus des têtes des travailleurs de l'information par le fait que l'Etat traîne toujours les pas sur la dépenalisation du délit d'opinion.

Là où des pays comme le Sénégal considéré comme l'une des démocraties les plus stables du continent, « plusieurs médias ont été convoqués et intimidés pour avoir rapporté des faits de corruption » ou pire, « les médias sont de plus en plus pris en tenailles depuis l'adoption en juin 2017 d'un code de la presse qui ne dépenalise pas les délits de presse et prévoit la saisie des supports de diffusion, la

suspension ou la fermeture d'organe de presse en cas d'atteinte à la sécurité de l'Etat ».

Autre point soulevé et qui n'est pas le moindre est la pagaille qui règne dans le métier du journalisme aux Comores où « les journalistes souffrent principalement d'un manque cruel de ressources et de formation et peinent à se restructurer ». En dépit de l'ouverture de l'espace médiatique du pays avec l'apparition des nouveaux journaux et des radios.

À noter que ce rapport ne prend pas en compte, du moins pour cette année, les efforts fournis par le Cnpa (conseil national de la presse et l'audiovisuel) avec l'aide du gouvernement pour assainir l'environnement médiatique de la place.

À la clé, des modules de formations au bénéfice des journalistes dont certains, si ce n'est pas la majorité d'entre eux, renforcent leurs compétences et consolident leurs bases théoriques sur le champ.

L'année 2018 était particulièrement brutale et meurtrière pour les journalistes au niveau mondial – 61 tués et – 167 incarcérés. Sur ce registre, l'Afghanistan traîne la triste réputation d'être l'abattoir à ciel ouvert des journalistes avec 14 morts en une seule année, suivit par le Mexique (7 exécutions) et les Etats Unis (6 tués). La bonne nouvelle du rapport de Rsf : la sinistre liste où le journaliste risque sa peau comporte aujourd'hui que deux pays africains.

M. Mbaé

Des scientifiques se réunissent aux Seychelles pour discuter de la surpêche du thon dans l'Océan Indien

By: Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne



M. O'Brien, a déclaré qu'il était nécessaire de fournir des conseils de gestion fondés sur des bases scientifiques pour tous les stocks de thon pêchés dans l'océan Indien . (Seychelles Fisheries Authority)

(Seychelles News Agency) - Les stocks de **thon** albacore sont au centre des discussions alors que les Seychelles accueillent la 20ème session du Groupe de travail sur le **thon** tropical de la Commission du **thon** de l'océan Indien (CTOI) du 29 octobre au 3 novembre.

Cette session fait partie d'une série de réunions organisées chaque année par le secrétariat de la Commission au cours desquelles des scientifiques des pays membres et des experts internationaux analysent et discutent des dernières informations sur les espèces de thon. Les 115 îles de l'océan Indien occidental accueillent plus de 40 scientifiques de plus de 20 pays cette année.

Le responsable des pêches de l'Autorité de la pêche des Seychelles (SFA), Vincent Lucas, a déclaré qu'une nouvelle évaluation des stocks serait entreprise lors de la réunion après avoir consulté toutes les nouvelles

données disponibles, notamment les données de capture et d'effort de pêche pour 2016.

«Certaines évaluations préliminaires ont été réalisées et seront examinées au cours de la réunion d'une semaine. Une évaluation finale sera entreprise après accord sur le modèle et les données à utiliser pour l'évaluation», a poursuivi M. Lucas.

Il a ajouté que "les résultats de ces évaluations préliminaires ne montrent aucune amélioration par rapport aux précédentes, d'où le statut de surpêche".

La Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) est une organisation intergouvernementale chargée de la gestion des thons et des espèces apparentées dans l'océan Indien. Basée aux Seychelles, la commission est un organe formé au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et compte 31 pays membres.

En 2017, la Commission a adopté une résolution aux termes de laquelle les pays membres devaient réduire les captures de **thon** à nageoires jaunes de 15%. En conséquence, cette année, la flotte de 13 navires à senne coulissante battant pavillon des Seychelles s'est vu attribuer un quota total de 33 000 tonnes d'albacore pour la pêche.

Les informations recueillies au cours de la session de travail seront utilisées pour fournir des avis de gestion actualisés au comité scientifique qui se réunira aux Seychelles au mois de décembre. Après avoir examiné les recommandations formulées, le comité enverra ses recommandations à la Commission de la CTOI, prévue de se réunir au mois de mai de l'année prochaine.

La commission décidera si des modifications seront apportées aux mesures en place. Le système de quotas reste en place jusque-là.

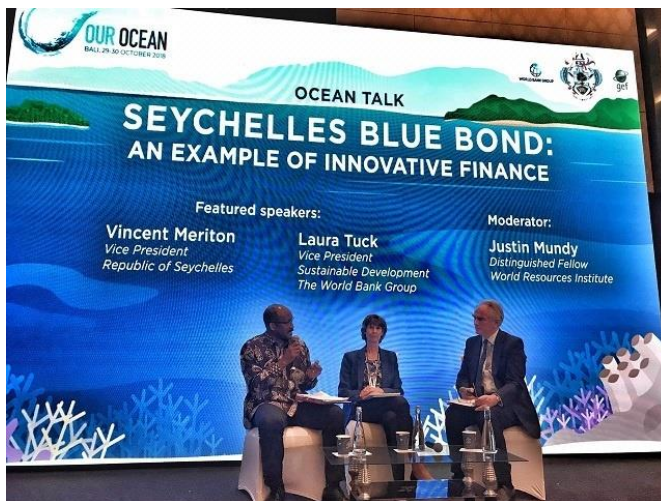
Dans un communiqué de presse, Christopher O'Brien, secrétaire exécutif de la CTOI, a déclaré qu'il était nécessaire de fournir des conseils de gestion fondés sur des données scientifiques fiables pour tous les stocks de **thon** pêchés dans l'océan Indien.

"Cela revêt une importance particulière pour le **thon** à nageoires jaunes, car il s'agit de l'une des plus importantes espèces commerciales débarquées dans l'océan Indien et d'une pierre angulaire de l'industrie de la conserve de **thon** au Seychelles", a déclaré M. O'Brien.

Le secteur de la pêche est le deuxième principal contributeur à l'économie de l'île, et les Seychelles sont le plus important port de transbordement de **thon** tropical dans l'océan Indien.

Les Seychelles lancent une obligation de 15 millions de dollars pour soutenir des projets d'économie bleue.

By: **Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne**



L'obligation bleue d'une valeur de 15 millions de dollars à pour but de soutenir la transition des Seychelles dans la pêche durable.(State House)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles ont lancé lundi la première **obligation bleue** souveraine au monde, un instrument financier conçu pour soutenir des projets durables en matière de protection de la mer et de la pêche, a indiqué un communiqué de la Banque mondiale.

L'**obligation bleue**, d'une valeur de 15 millions de dollars sur une durée de 10 ans et bénéficiant des garanties de la Banque mondiale et du Fonds pour l'environnement mondial, doit soutenir la transition des Seychelles vers une pêche durable.

Les Seychelles, l'une des zones les plus importantes de biodiversité au monde, avec une zone économique exclusive de 1,4 million de kilomètres carrés, concilie la nécessité de se développer économiquement et de protéger son patrimoine naturel.

S'exprimant lors du lancement du titre à la conférence "Our Ocean" à Bali, en Indonésie, le vice-président **Vincent Meriton** a déclaré que les Seychelles étaient honorées d'être le premier pays à avoir lancé un tel instrument financier.

"L'**obligation bleue**, qui fait partie d'une initiative combinant les investissements publics et privés pour mobiliser des ressources afin de responsabiliser les communautés et les entreprises locales, aidera

grandement les Seychelles à réaliser la transition vers une pêche durable et à préserver nos océans tout en développant durablement notre **économie bleue**, ajouta M. Meriton.

Les obligations sont des instruments financiers permettant de mobiliser des capitaux publics et privés pour des activités spécifiques pouvant générer un retour sur investissement. Les obligations bleues financent souvent le développement de pêcheries durables.

Le produit de cette obligation servira à soutenir l'expansion des aires marines protégées, l'amélioration de la gouvernance des pêcheries prioritaires et le développement de l'**économie bleue** des Seychelles. Des subventions et des prêts seront également fournis par le biais du Blue Grants Fund et du Blue Investment Fund, gérés par le SeyCCAT (Fonds pour la conservation et l'adaptation au changement climatique) et par la Banque de développement des Seychelles.

Les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, ont été aidées par la Banque mondiale à élaborer l'**obligation bleue** en prenant contact avec les trois investisseurs - Calvert Impact Capital, Nuveen et Prudential.

L'**obligation bleue** des Seychelles est partiellement garantie par une caution de 5 millions de dollars de la Banque mondiale et soutenue par un prêt concessionnel de 5 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial, qui couvrira en partie les paiements d'intérêts de celui-ci. Laura Tuck, vice-présidente du développement durable à la Banque mondiale, a déclaré: «La Banque mondiale est ravie de participer au lancement de cette **obligation bleue** souveraine et pense qu'elle peut servir de modèle pour d'autres petits États insulaires en développement et aux pays côtiers. C'est un signe fort que les investisseurs sont de plus en plus intéressés à soutenir la gestion et le développement durables de nos océans pour les générations à venir. »

M. Naoko Ishii, directeur général et président du Fonds pour l'environnement mondial, a déclaré: «L'obligation bleue des Seychelles marque une étape importante dans notre soutien de longue date à la conservation des océans et le FEM est fier d'investir dans le développement des économies bleues nationales qui protègent le riche écosystème marin tout en soutenant la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et la création d'emplois ».

Le produit de cette obligation contribuera également au programme sur la gouvernance des pêches et la croissance partagée de la Banque mondiale pour le sud-ouest de l'océan Indien, qui aide les pays de la région à gérer durablement leurs ressources halieutiques et à accroître les avantages économiques de leurs secteurs de la pêche.

01 novembre 2018

<http://ionnews.mu/video-la-resistance-sorganise-contre-lexploitation-de-locean-indien-011118/>

[Vidéo] La résistance s'organise contre l'exploitation de l'océan Indien



L'exploitation abusive de l'océan Indien par des multinationales et des pays occidentaux a fait l'objet d'une conférence organisée par le Centre for Alternative Research and Studies (CARES). Une quarantaine de représentants de divers pays de la région, dont des Comores, de Madagascar, de La Réunion, des Seychelles et d'Afrique orientale étaient présents pour animer les débats.

La conférence qui a eu lieu ce mardi 30 et mercredi 31 octobre à la Maritime Academy à Pointe-aux-Sables et Senlis-sur-Mer, à Riambel, a abordé des sujets tels que la surpêche ou les différents traités et accords signés par les îles de l'océan Indien.